

La Guinée clôture une violente journée de référendum et de législatives

écrit par GuineePolitique© | 23 mars 2020



La Guinée a vécu dimanche un référendum et des législatives ternis par des violences, avec la mort d'au moins 10 manifestants tués par les forces de l'ordre selon l'opposition, qui a boycotté ces scrutins pour faire barrage à un éventuel troisième mandat du président Alpha Condé.

Ce bilan n'a cependant pu être confirmé de source indépendante et les autorités n'étaient pas joignables pour réagir aux affirmations de l'opposition.

Le vote, dont le terme était fixé à 18H00 (GMT et locales), a été progressivement clôturé dimanche à Conakry où des bureaux ont fermé plus tôt que prévu à cause des incidents, selon un

journaliste de l'AFP.

Les manifestants anti-Condé ont "bravé les balles des forces de l'ordre qui ont arrêté massivement, tiré aveuglément, molesté cruellement, tuant au moins 10 personnes et blessant par balle plusieurs dizaines" de personnes, a indiqué dans un communiqué le FNDC, le collectif de partis d'opposition et de la société civile qui lutte contre un éventuel troisième mandat de M. Condé

Le

FNDC "appelle à intensifier les manifestations demain lundi 23 mars et mardi 24 mars 2020 avec pour objectif ultime le départ du dictateur Alpha Condé".

Au moins 32 manifestants avaient jusqu'à dimanche après-midi été tués depuis le début à la mi-octobre de la vague de protestation, qui a également coûté la vie à un gendarme, selon un décompte de l'AFP. M. Condé, 82 ans, a été élu en 2010 et réélu en 2015.

Aucune indication n'était disponible dimanche soir sur la participation, les résultats et leur date de publication. Les responsables de l'Administration territoriale (Intérieur) et la Commission électorale n'ont pas répondu aux sollicitations de l'AFP.

L'actuelle

Constitution limite à deux le nombre de mandats, la nouvelle que propose M. Condé également. Mais, accusent ses opposants, elle lui permettrait de remettre son compteur à zéro afin de se succéder à

lui-même fin 2020.

– attaque contre des gendarmes –

Le début

du vote, prévu à 08H00 (GMT et locale), a commencé à l'heure indiquée

dans un bureau proche du palais présidentiel à Conakry mais il a été

perturbé à de nombreux endroits, selon un journaliste de l'AFP et des

témoins qui ont affirmé avoir constaté une faible participation.

A

Ratoma (banlieue de Conakry), des jeunes ont attaqué des gendarmes

devant des bureaux de vote dans une école. Une autre école dans la même

zone a été attaquée et le matériel électoral saccagé.

Des affrontements ont eu lieu dans des banlieues de Conakry comme Cosa, Hamdallaye, Dar-es-salam et Lambanyi.

Des

troubles sont aussi survenus à Mamou (centre), à Boké (ouest) et à

N'Zérékoré (sud-est), selon des témoins. Du matériel électoral a été

détruit dans des localités comme Kobéla (sud), Dinguiraye (nord-est) et

Konah (nord-est).

“J'espère que tout se passera dans la paix et la tranquillité et que le peuple guinéen, comme en 1958, montrera sa

maturité”, a déclaré, après avoir voté à Conakry, le président Condé, en

allusion au “non” de la Guinée, alors colonie française, au

référendum

organisé par De Gaulle et qui a ouvert dès 1958 la voie à l'indépendance du pays ouest-africain.

Le référendum et les législatives avaient été reportés à la dernière minute il y a trois semaines dans un climat de vives tensions.

C'est surtout le projet de nouvelle Constitution qui déchaîne les passions.

– Troisième mandat? –

M.

Condé assure qu'il s'agit de doter son pays d'une Constitution "moderne". Elle codifierait l'égalité des sexes, interdirait l'excision et le mariage des mineurs. Elle veillerait à une plus juste répartition des richesses en faveur des jeunes et des pauvres. Mais M. Condé entretient le flou sur sa volonté ou pas de briguer un troisième mandat.

Les remises en cause internationales quant à la crédibilité du vote se sont succédé, étayées par la présence sur les listes électorales de 2,5 millions de noms douteux, soit le tiers du fichier.

Les

recommandations des organisations internationales sur le fichier ont été "intégralement prises en compte", a affirmé le président Condé dans un discours publié samedi sur la page Facebook de la présidence guinéenne.

L'opposition
avait promis de boycotter le vote et d'en empêcher la tenue.
La
persistance des troubles n'a pas dissuadé le gouvernement
d'organiser
les scrutins, pas même l'apparition récente du coronavirus.

La
Guinée a déclaré deux cas de contamination dont un a été
guéri, a
annoncé samedi le gouvernement. La présence du Covid-19
suscite
l'attention dans un pays où la fièvre Ebola a fait 2.500 morts
entre
2013 et 2016.

Des chefs d'Etat ouest-africains ont annulé leur mission de
bons offices prévue au cours de la semaine. Avant le vote,
deux grandes organisations régionales avaient renoncé à
déployer leurs observateurs ou bien les avaient rappelé.

Par Mouctar BAH [AFP](#)

Cet article est republié à partir de information.tv5monde.com.
Lire l'original [ici](#)
